

--	--

**1ERE SESSION ORDINAIRE POUR 2017**

**REUNION DES 27 ET 28 AVRIL**

**N° 2017/O1/024**

**QUESTION ORALE DEPOSEE PAR M. Christophe CANIONI**

**NON INSCRIT**

**OBJET : Transition énergétique et pétro-dépendance**

Madame la Présidente,

Notre économie moderne née de la révolution industrielle est intimement liée aux ressources d'énergie fossile, essentiellement charbon, gaz et pétrole. Le premier choc pétrolier en 1973, a fait prendre conscience à nos économies développées, nonobstant des facteurs également géopolitiques, de la limite des réserves des énergies fossiles dans le monde.

2005 a été l'année où la production de pétrole arrête de croître dans le monde et en 2007, les pays de l'OCDE sont passés par un maximum d'approvisionnement énergétique et commence depuis à décroître. Nous sommes donc en décline pétrolière subie en terme d'approvisionnement en volume compte tenu de la forte demande, depuis plusieurs années, des pays émergeant comme le Brésil, l'Inde, ou la Chine devenu premier pays importateur de pétrole.

Les ressources disponibles prouvées ne permettront plus de

satisfaire, en consommation constante, les besoins mondiaux dans les décennies à venir. Pour rappel, la découverte du dernier grand gisement pétrolifère date des années 70.

Récemment, des économistes et spécialistes en énergie, comme Alain Grandjean, Gaël Giraud, ou Jean-Marc JANCOVICI ont théorisé le principe de causalité entre PIB et approvisionnement énergétique.

Leurs travaux ont mis en évidence, en partant de la fin des années soixante jusqu'à aujourd'hui, la corrélation des courbes entre PIB et énergie qui décroissent graduellement et structurellement, avec comme conséquence la structuration de la crise, amplifiée après 2008 par celle des subprimes, et l'explosion du chômage.

D'ailleurs, les pays ayant subis, avec le plus de violence, la crise des subprimes de 2008 furent les plus pétro-dépendants (50% à 60%) de leur mix énergétique, comme l'Espagne, le Portugal, et la Grèce, et dont les structures économiques sont très proches de la nôtre.

Sachez que la moyenne mondiale des importations de pétrole en volume totale des besoins en énergie primaire se situe à 35%.

Pour la Corse, les importations pétrolières représentent 72% de ses besoins en énergie primaire, soit deux fois plus que la moyenne mondiale. Cela situe le curseur de dangerosité de notre pétro-dépendance et donc la fragilité de notre économie compte-tenu du principe précité de causalité PIB/AE dorénavant et irrémédiablement à tendance baissière.

La transition énergétique répond de façon partielle à la problématique de la fin des ressources des énergies fossiles (voir le rapport N°5 du GIEC, source l'AIE). Force est de constater que le processus est long et les mesures encore insuffisantes.

Diminuer notre pétro-dépendance est donc une priorité à moyen terme avec comme objectif de coller à la moyenne mondiale. Face à ce constat, la nécessité d'une politique plus volontariste en matière de réduction de nos importations d'énergies fossiles, d'une plus grande maîtrise de consommation des énergies finales et d'une diversification de notre mix énergétique primaire est selon nous une priorité. Pouvons-nous compter, Madame la Présidente, sur votre dextérité et votre volontarisme politique pour que la Corse soit épargnée des conséquences d'une crise énergétique qui se profile inexorablement.

Je vous remercie.